

**L'ÉGLISE CATHOLIQUE EN CROATIE
AU RISQUE DU NATIONALISME
ET DE LA CONFRONTATION POLITIQUE**

Jean-Arnault DÉRENS

Études et Analyses – N° 32 – Février 2014

URL : http://religion.info/pdf/2014_02_Derens.pdf

© 2014 Jean-Arnault Dérens

La Croatie est-elle une « Pologne des Balkans » ? Pourrait-elle encore se prétendre « fille cadette de l'Église catholique » ? Alors que l'identité nationale croate est directement liée au catholicisme, l'Église peine toujours à trouver sa place dans ce pays qui a rejoint l'Union européenne le 1^{er} juillet 2013, près d'un quart de siècle après son accession à l'indépendance.

L'épiscopat croate a remporté une victoire avec le succès, fin 2013, du référendum constitutionnel définissant exclusivement le mariage comme l'union de deux personnes de sexe opposé, mais s'engager trop avant dans un bras de fer avec le gouvernement de centre gauche de Zoran Milanović pourrait lui coûter cher. Tandis que la pratique religieuse a tendance à baisser, des courants contradictoires traversent aujourd'hui l'Église catholique croate. L'unanimité patriotique de l'époque de l'accession à l'indépendance est bel et bien révolu. Et la hiérarchie catholique ne regarde pas d'un très bon œil le ton nouveau que veut impulser le pape François...

L'Église à l'offensive sur tous les fronts

La Croatie est, à ce jour, le seul pays d'Europe à avoir statué par référendum sur la question de l'élargissement du droit au mariage aux couples de même sexe. Convoqués à un référendum d'initiative populaire le 1^{er} décembre 2013, les électeurs croates ont voté à 65% pour une définition du mariage comme étant exclusivement « l'union entre un homme et une femme ». Certes, la participation n'a été que d'un peu plus de 40% des inscrits, mais le résultat est sans appel, alors même que le gouvernement de centre-gauche de Zoran Milanović n'avait pas inscrit à son agenda un projet de loi sur le « mariage pour tous »... C'est un « vote préventif » qui l'a donc emporté.

L'importante mobilisation, qui passait par la collecte de signatures pour obtenir la convocation du référendum, était officiellement menée par le collectif *U ime obitelji* (« Au nom de la famille »), mais le soutien de la hiérarchie catholique et l'engagement de terrain de la grande majorité des prêtres et des réseaux paroissiaux ont été déterminants, même si l'opposition de droite avait aussi mis toutes ses forces dans la campagne, saisissant le prétexte pour faire vaciller le gouvernement. Si l'Église catholique n'apparaissait pas officiellement en première ligne, ce référendum n'en a pas moins eu pour elle le goût d'une grande victoire. Même si la Croatie, comme la quasi-totalité des pays européens, est affectée par un phénomène lent, mais constant de déchristianisation, qui se traduit notamment par une baisse de la pratique religieuse et des vocations sacerdotales, l'Église a prouvé qu'elle conservait un réel poids social et politique dans le pays.

L'Église a d'autant plus motif à se réjouir qu'elle avait déjà remporté, quelques mois plus tôt, un autre succès de première importance. Début juin, la Cour constitutionnelle a tranché : l'éducation à la santé, incluant l'éducation à la sexualité, sera, jusqu'à nouvel ordre, proscrite des programmes scolaires. L'Église n'était pas contre le principe de cet enseignement, mais elle était entrée en guerre contre les contenus des programmes proposés, qui présentaient l'homosexualité comme une forme possible de sexualité, la masturbation comme un phénomène « normal », ou encore qui expliquaient que la contraception était la meilleure manière de prévenir une grossesse non désirée.

Depuis plus d'un an, l'Église catholique avait mis tout son poids dans la balance pour combattre ce projet – depuis les homélies prononcées en chaire jusqu'à des panneaux publicitaires géants installés dans toutes les villes croates. L'un des plus virulents fut certainement Mgr Valentin Pozaić, évêque auxiliaire de Zagreb, qui appela à une nouvelle « tempête »¹ contre le projet de loi, dénonçant un « endoctrinement des enfants par l'idéologie homosexuelle et l'érotisation de la sexualité »². Le gouvernement et son ministre de l'Éducation, Željko Jovanović, avaient assuré de leur intention de ne pas céder, d'autant que l'opinion publique semblait, durant les premiers mois de 2013, peu mobilisée et plutôt favorable au projet gouvernemental ; mais l'arrêt inattendu de la Cour constitutionnelle a enterré celui-ci.

Cette ligne militante et intransigeante de l'Église catholique sur des questions de morale et de sexualité n'a rien de particulier à la Croatie, de même qu'une configuration politique voyant l'Église s'opposer à un gouvernement de centre-gauche très attaché à des réformes sociétales, est un « grand classique ». De même, voir une formation conservatrice d'opposition faire front commun avec l'Église pour affaiblir le gouvernement et tenter de profiter politiquement de l'affaiblissement de celui-ci reste banal. Toutefois, ce qui l'est moins est l'association quasi immédiate entre les thématiques sociétales et les mobilisations nationalistes.

Enhardis par le succès du référendum sur le mariage, certains milieux de la droite nationaliste, notamment les toujours puissantes associations d'anciens combattants, ont aussitôt ouvert un « second front » en collectant des signatures pour la convocation d'un référendum sur une loi qui interdirait tout usage officiel de l'alphabet cyrillique, associé à la communauté serbe... La « question linguistique » est toujours un défi politique majeur en Croatie – en raison, précisément, de la grande proximité qui prévaut entre le « croate », le « serbe » et l'ancienne langue « serbo-croate ou croato-serbe »³. La Croatie a adopté une loi prévoyant l'usage administratif des langues minoritaires – l'italien en Istrie, le hongrois dans la Baranja et le serbe dans plusieurs régions du pays – afin de se mettre en conformité avec la Charte des langues régionales et minoritaires, document émanant du Conseil de l'Europe et non de l'UE. À Vukovar, début septembre 2013, la pose de panneaux rédigés dans les deux alphabets, latin et cyrillique, sur quelques bâtiments publics, a provoqué une mobilisation, violente et immédiate des associations d'anciens combattants.

Depuis, les manifestations se suivent et la « question de l'alphabet » n'en finit pas d'empoisonner la vie publique et le débat politique. Or, les réseaux qui se mobilisent pour la convocation d'un référendum sur le sujet sont largement les mêmes que ceux qui s'étaient engagés pour la définition hétérosexuelle du mariage. Officiellement, la hiérarchie de l'Église n'a pas pris de position sur le sujet, mais plusieurs évêques, comme Mgr Mile Bogović, ont laissé entendre qu'ils soutenaient la mobilisation, tandis que de nombreux prêtres se sont

¹ L'opération militaire « Tempête » (*Oluja*) permit la reconquête éclair, début août 1995, de la Krajina occupée par la sécessionnistes serbes.

² Lire Drago Hedl, « Croatie : une nouvelle révolution conservatrice ? », *Le Courrier des Balkans*, 31 juillet 2013, et « Croatie : l'Église catholique en guerre contre l'éducation sexuelle à l'école », *Le Courrier des Balkans*, 27 mars 2013.

³ Sur cette question, lire le dossier du *Courrier des Balkans* : « Serbo-croate/croato-serbe : les avatars très politiques d'une langue autrefois commune ».

engagés encore plus clairement dans la bataille. Tout au long de l'année 2013, une série d'incidents ont défrayé la chronique, comme l'attaque, le 17 mars, de six étudiants séminaristes du monastère orthodoxe de Krka, près de Knin⁴, sans que l'Église catholique ne condamne formellement ces violences ni ne fasse un geste de solidarité et de dialogue avec l'Église orthodoxe. En Croatie, l'Église catholique continue, en effet, d'assumer une dimension « nationale » qui lui rend parfois difficile de s'engager dans la voie du dialogue...

L'Église catholique et l'identité nationale

L'Église catholique conserve toujours une dimension d'institution nationale « pan-croate ». En effet, l'ancrage dans la tradition catholique constitue un marqueur fondamental de l'identité nationale croate – par différenciation avec les Serbes orthodoxes ou les Bosniaques musulmans, même s'il existe quelques « exceptions » célèbres, comme l'écrivain Ivo Andrić, prix Nobel de littérature 1963, né dans une famille catholique de Višegrad, en Bosnie orientale, et qui se considérait comme un écrivain serbe... L'adéquation entre identité nationale croate et catholicisme demeure à peu près parfaite, étant entendu que ce catholicisme signifie l'inscription dans une tradition, pas forcément une foi vécue. On peut fort bien être athée, mais « de tradition catholique croate »... Certaines constructions nationalistes, supposant une origine très nettement distincte des Croates et des Serbes, ont tenté une « dissociation » entre les deux concepts, mais sans grand succès. Un des pères fondateurs du nationalisme croate, Josip Frank (1844-1911), est certes issu d'une famille juive, mais convertie au catholicisme.

Associée au royaume de Hongrie depuis 1102, puis intégrée aux possessions habsbourgeoises, la Croatie n'a connu, avant 1991, qu'une très brève période « d'indépendance », celle de « l'État indépendant de Croatie » (*Nezavisna Država Hrvastka*, NDH), un État collaborationniste mis en place par l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste, et dirigé par les Oustachis d'Ante Pavelić⁵. On sait que ces derniers manifestèrent, initialement, moins d'empressement à traquer les Juifs, comme le leur demandaient leurs protecteurs nazis, que les Serbes ou les Tziganes. Le ministre de l'Intérieur du NDH, Mile Budak, est connu pour la « solution » qu'il proposait de la « question serbe » : un tiers des Serbes devait être expulsé, un tiers massacré et un troisième tiers converti au catholicisme, ce qui aurait entraîné une « dénationalisation » de ces Serbes orthodoxes, leur progressive « croatisation »... Le clergé orthodoxe n'a pas été épargné par le régime oustachi, bien au contraire : de nombreux prêtres et évêques sont morts en martyrs, notamment dans le camp de concentration de Jasenovac. L'évêque Platon Jovanović de Banja Luka, assassiné en 1942, est considéré comme un néo-martyr par l'Église serbe.

La période socialiste n'a pas remis en cause cette association confessionnelle et nationale, et les Serbes – 12% de la population croate en 1991, 4,36% aujourd'hui – se différencient toujours avant tout par leur inscription dans une tradition orthodoxe. Le dernier recensement, organisé en 2011, qui incluait, comme le recommande l'agence européenne

⁴ Lire Marie Dhumières, « Flambée d'incidents anti-serbes en Croatie : à qui profite la violence ? », *Le Courrier des Balkans*, 19 mars 2013.

⁵ Le mouvement des « insurgés » (*Ustaše*) était le bras armé du Parti croate du droit (HSP), formation nationaliste qui évolua vers le fascisme durant les années 1920 et 30. Interdit en Yougoslavie, ce mouvement disposait de base arrière en Hongrie mais surtout en Italie.

Eurostat des questions sur l'identité nationale, la langue parlée et l'appartenance confessionnelle a confirmé non seulement cette réduction drastique de la population serbe de Croatie, conséquence directe de la guerre, mais a aussi révélé une légère baisse du catholicisme et une montée concomitante de l'agnosticisme : ainsi 90,42% des 4.284.889 habitants recensés se déclarent-ils de nationalité croate, et « seulement » 86,28% d'entre eux de confession catholique. Par contre, les pourcentages de Serbes et d'orthodoxes (4,44%) coïncident presque parfaitement⁶.

Par ailleurs, les Croates catholiques ne vivent pas que dans les frontières actuelles de la République de Croatie, mais aussi en Serbie (principalement dans la province septentrionale de Voïvodine), au Monténégro (principalement dans la région des Bouches de Kotor), et surtout en Bosnie-Herzégovine, où ils représentaient 17,5% de la population totale du pays au recensement de 1991, soit quelque 800.000 personnes⁷.

À l'époque de la Yougoslavie, il existait une seule conférence épiscopale pour l'ensemble du pays, naturellement dominé par l'épiscopat croate – alors qu'elle réunissait aussi les évêques slovènes et les quelques prélats albanais du Kosovo et du Monténégro... Depuis l'éclatement de l'ancienne Fédération, chaque pays dispose de sa propre conférence : entre la Croatie et la Slovénie, pays de tradition catholique, les relations sont tout au plus de bon voisinage ; au Monténégro, l'évêque de Kotor, d'origine croate, collabore avec l'archevêque de Bar, d'origine albanaise ; en Serbie, Mgr Stanislav Hočevar, d'origine slovène, archevêque de Belgrade depuis 2001, a renforcé l'autonomie et la crédibilité de sa conférence épiscopale en se distanciant de la Croatie. Reste le cas de la Bosnie-Herzégovine, où l'indépendance formelle de la Conférence épiscopale n'empêche pas le maintien de liens étroits.

En Bosnie-Herzégovine, un catholicisme de tradition franciscaine

La Croatie demeure un « point de référence » obligé pour les catholiques bosniens, et beaucoup de parcours sacerdotaux ou missionnaires traversent les deux pays, qu'il s'agisse des études des séminaristes ou des nombreuses congrégations présentes d'un côté et de l'autre de la frontière. Ce « point d'appui » est vital pour les catholiques de Bosnie-Herzégovine, dont le nombre a drastiquement baissé depuis vingt ans : les Croates représentaient 17,5% de la population du pays lors du recensement de 1991, à peine plus de 10% aujourd'hui⁸. La guerre (1992-1995) et les difficiles conditions politiques et économiques de l'interminable après-guerre ont entraîné un exode massif de la population croate, d'abord vers la Croatie, puis vers des destinations plus lointaines. Hormis dans les quelques « bastions » croates d'Herzégovine orientale et de Bosnie centrale (Jajce), la présence croate se limite souvent à de très petites et fragiles communautés, en position de « témoignage ». Dans ce contexte difficile, les églises, les maisons religieuses, les organisations caritatives catholiques ont une place symbolique particulièrement importante, comme derniers « signes visibles » d'une

⁶ Lire Claire Vallet, « Recensement en Croatie : moins d'habitants, moins de catholiques, moins de Serbes... », *Le Courrier des Balkans*, 18 décembre 2012.

⁷ Lire J.A.Dérens, *La Croatie de A à Z*, Bruxelles, André Versaille éditeur, 2012.

⁸ Lire Asim Metiljević, « Premiers résultats du recensement : la plus grande catastrophe démographique de l'histoire de la Bosnie-Herzégovine », *Le Courrier des Balkans*, 18 novembre 2013.

communauté en déclin. L'existence d'une paroisse, la présence d'un prêtre sont souvent ce qui « tient » encore les communautés croates de Republika Srpska, « l'entité » serbe du pays, ou bien des zones majoritairement bosniaques-musulmanes.

La situation, toutefois, est d'autant plus compliquée que le catholicisme bosnien est affecté par de profondes divisions. Depuis le Moyen Âge, la présence catholique en Bosnie-Herzégovine est historiquement liée aux franciscains, envoyés par le pape pour combattre l'hérésie dualiste et qui furent les seuls tolérés sous l'Empire ottoman. Cependant, l'ordre de saint François offre des visages très contrastés dans ses deux provinces de Bosnie et d'Herzégovine. Dans la première, les franciscains parvinrent à trouver un terrain d'entente avec le clergé séculier qui se déploya dans le pays à la faveur de l'occupation austro-hongroise, à partir de 1878. À l'inverse, en Herzégovine, le conflit fut immédiat et dure toujours. Les franciscains de Bosnie s'accommodèrent également assez bien du régime communiste yougoslave et sont toujours en pointe dans le dialogue œcuménique et interreligieux, tandis que ceux d'Herzégovine, fervents soutiens des Oustachis durant la Seconde Guerre mondiale, professent un anticommunisme radical, un nationalisme croate exacerbé et une hostilité assumée à l'égard tant des Serbes orthodoxes que des musulmans...

Međugorje : apparitions ou charlatanisme ?

Le principal point de tension reste lié au très contesté sanctuaire marial de Međugorje. Depuis le 24 juin 1981, la Vierge Marie est supposée apparaître régulièrement à six jeunes enfants du village : ce phénomène apparitionnaire n'a jamais cessé, la Vierge étant supposée avoir délivré plus de 10.000 messages en 33 ans. Vicka Ivanković-Mijatović, la « principale » des voyantes, bénéficie toujours d'une apparition quotidienne à 16 heures. Ce pullulement de messages et la régularité des apparitions ont d'ailleurs suscité l'ironie du pape François, qui a lâché, le 14 décembre 2013 : « La Sainte Vierge ne dirige pas un bureau de poste, elle n'envoie pas des messages tous les jours à heures fixes ! » Le Vatican doit rapidement statuer sur le caractère surnaturel des phénomènes de Međugorje. La Commission d'enquête nommée en mars 2010, présidée par le cardinal Camillo Ruini, a terminé ses travaux ; ceux-ci ont été remis à la Congrégation pour la doctrine de la foi, qui doit élaborer un rapport de synthèse, l'ultime décision revenant au pape.

Jusqu'à présent, le Vatican s'était bien gardé de se prononcer, tant l'affaire est polémique, malgré des rumeurs récurrentes qui laissaient entendre que Jean-Paul II aurait souhaité se rendre à Međugorje. En effet, ce phénomène apparitionnaire supposé pose d'innombrables problèmes – depuis la teneur supposée des messages et leur régularité jusqu'aux formes de développement du pèlerinage et au mode de vie tapageur des « voyants »⁹. La paroisse de Međugorje est un fief des franciscains qui ont soutenu dès le départ les voyants et organisé les dévotions. Or, les évêques successifs de Mostar, ordinaires du lieu, ont tous, depuis 1981, opposé un ferme *constat de non supernaturalitate*, dénonçant en termes explicites une supercherie. Du coup, certains messages prêtés à la Vierge ont d'ailleurs pris un ton polémique fort surprenant, la « Reine de la Paix » s'engageant résolument dans le camp franciscain... La situation est arrivée à un point de rupture en 2009 avec la réduction à l'état laïc du frère Tomislav Vlašić, accusé de « manipulation des

⁹ On lira les travaux très critiques de Joachim Boufflet, qui pointent les innombrables contradictions qui « plombent » le dossier, notamment *Medjugorje ou la fabrication du surnaturel*, Éditions Salvator, Paris, 1999.

consciences » et de perversion sexuelle, après avoir été durant plusieurs années le directeur spirituel des six voyants. La Vierge aurait pourtant déclaré « Remerciez Tomislav qui vous guide si bien ! » - ce qui a pour conséquence une « impossible » divergence de vue entre l'Église officielle et les messages prêtés à Marie... Le refus d'obtempérer des franciscains a conduit à une situation quasi schismatique. Pourtant, malgré ce conflit avec l'évêque de Mostar, Međugorje continue d'attirer chaque année des centaines de milliers de pèlerins – les défenseurs du phénomène apparitionnaire se réfèrent toujours à la « qualité des fruits » pour juger de la réalité du phénomène surnaturel.

Međugorje doit aussi être compris dans le contexte très particulier de la réaffirmation du nationalisme croate à la fin de l'ère titiste. En effet, l'histoire du lieu est chargée. Međugorje se situe en Herzégovine, à un « point de contact » entre les aires d'influence respective du catholicisme et de l'orthodoxie, au point que les catholiques de Međugorje ont longtemps conservé des pratiques de tradition orthodoxe. Durant la Seconde Guerre mondiale, le village fut le lieu du massacre de plusieurs centaines de civils serbes par les milices oustachies – dans lesquelles s'étaient engagés plusieurs franciscains. À la fin de la guerre, des frères furent, à leur tour, tués par les partisans de Tito, d'autres emprisonnés pour faits de collaboration : chacun peut donc évoquer ses propres martyrs¹⁰... Les apparitions surviennent en 1981, un an après la mort de Tito, alors que les réseaux nationalistes clandestins liés à la diaspora croate sont en pleine recrudescence d'activité, notamment en Herzégovine. Međugorje va jouer un rôle bien particulier avec l'éclatement de la Yougoslavie puis le basculement de la Bosnie-Herzégovine dans la guerre. Selon la légende pieuse diffusée par les thuriféraires de Međugorje, notamment la communauté charismatique des Béatitudes¹¹, la *Gospa*, la reine de la Paix, aurait miraculeusement protégé des combats la petite bourgade et son sanctuaire. En réalité, Međugorje se trouvait relativement à l'écart du front, dans une zone totalement contrôlée par les milices croates du HVO, qui pratiquaient elles-mêmes un « nettoyage ethnique » systématique des populations serbes et bosniaques musulmanes¹². Si Međugorje n'a donc pas fait l'objet d'une protection miraculeuse, la Vierge Marie a bel et bien été mobilisée pour la cause croate, par le biais des « messages » à elle prêtés : la Vierge combattait « au côté des Croates, contre le communisme », et surtout contre les Serbes et les musulmans... Jamais la hiérarchie de l'Église, ni en Bosnie-Herzégovine ni en Croatie, n'a officiellement condamné cet embrigadement politique de la Reine des Cieux.

L'Église et le HDZ, de l'osmose au doute ?

Lors de l'éclatement de l'ancienne Yougoslavie, l'Église catholique a joué un rôle actif de lobbying en faveur de la cause croate, auprès du Vatican, de l'opinion catholique internationale mais aussi des partis démocrates chrétiens européens, notamment la CDU-CSU

¹⁰ Lire Elisabeth Claverie, *Les guerres de la vierge : Une anthropologie des apparitions*, Gallimard, Paris, 2003.

¹¹ Celle-ci joue toujours un rôle essentiel dans les réseaux internationaux de Međugorje, notamment via le groupe « Les enfants de Međugorje » (<http://www.enfantsdemedjugorje.fr>) et le personnage de sœur Emmanuel Maillard, qui commente en vidéo chaque apparition mensuelle de la Vierge....

¹² Durant la guerre de 1992-1995, les combats ont été particulièrement durs en Herzégovine. Dans un premier temps, les milices du Commandement croate de défense (HVO) faisaient front commune avec l'Armée de Bosnie-Herzégovine contre les forces serbes, avant qu'un terrible conflit « fratricide » n'oppose Bosniaques et Croates en 1993.

allemande – au point que certains ont pu stigmatiser le rôle du Vatican et de l'Allemagne dans l'éclatement de l'ancien État fédéral commun, ces deux États ayant effectivement été les premiers à reconnaître l'indépendance proclamée le 25 juin 1991 par la Slovénie et la Croatie...

Dans ces réseaux de lobbying croates figuraient aussi bien le cardinal-archevêque de Zagreb, Mgr Franjo Kuharić (1919-2002), proche du pape Jean-Paul II, que les réseaux liés à la promotion des phénomènes apparitionnaires de Međugorje, mais aussi les nombreux prêtres de la diaspora croate. En effet, dans les diasporas d'Europe, les paroisses catholiques étaient les seules institutions à échapper, au moins en partie, au contrôle des « associations yougoslaves », liées aux ambassades et aux services secrets. Dans les diasporas plus lointaines (Amériques, Australie), les réseaux croates échappaient beaucoup plus largement à ce contrôle, d'autant que la diaspora croate de certains pays, comme en Amérique latine, était directement liée à l'émigration « politique » (c'est-à-dire oustachie). Dans ces pays aussi, les paroisses croates jouaient un rôle politique et social majeur, comme lieux privilégiés de sociabilité. Parmi les personnalités les plus en vue, on pourrait citer Mgr Juraj Jezerinac, actuel évêque aux Armées, qui fut prêtre de paroisse au Canada de 1980 à 1991, à un moment où l'importante communauté croate de ce pays allait s'engager très fortement dans la création du parti nationaliste de la Communauté démocratique croate (HDZ)...

Le fondateur du HDZ, Franjo Tuđman, ancien général des partisans de Tito « converti » au nationalisme, n'a jamais été réputé pour sa foi intense... Certaines de ses maladroitement déclarées – comme celle où il se félicitait publiquement que sa femme ne soit « ni serbe ni juive » – ont plutôt eu tendance à indisposer la hiérarchie catholique, mais Zagreb vaut bien une messe, et le HDZ était obligé de s'entendre avec la hiérarchie catholique. Renouant avec de vieilles traditions, de nombreux prêtres ont appelé en chaire, dès les premières élections multipartites de 1991, les fidèles à voter « contre les communistes », c'est-à-dire pour le HDZ. Le retour d'ascenseur n'a pas tardé à venir : les cadres locaux de l'ancienne Ligue des communistes, devenus d'intransigeants militants du HDZ, n'ont pas tardé à manifester une piété ostentatoire, fréquentant les églises afin de mieux prouver leur engagement patriotique.

L'Église a bénéficié d'une série d'avantages non négligeables dès les premières années de l'indépendance, avec la restitution d'un ensemble très conséquent de biens immobiliers. Elle a aussi obtenu l'introduction de cours d'éducation religieuse (facultatifs) dans les écoles publiques, et enfin un concordat prévoyant une rémunération publique des prêtres.

Tout au long des années 1990, la mobilisation nationaliste du clergé ne fut pas remise en cause – cet engagement semblant une réponse naturelle tant aux violences de la guerre et aux crimes commis par les sécessionnistes serbes qu'un « retour de bâton » après la longue période de socialisme yougoslave. Dans les discours des cercles radicaux croates, « communisme » et « yougoslavisme » étaient d'ailleurs systématiquement associés, alors même que beaucoup de pères fondateurs de l'idée yougoslave étaient croates, comme l'évêque de Đakovo, Josip Juraj Strossmayer (1815-1905), pionnier du dialogue œcuménique...

Cette mobilisation supposait une réhabilitation, au moins partielle, des oustachis de la Seconde Guerre mondiale, désormais perçus comme des « patriotes » anticommunistes, quitte à reconnaître leurs « excès » criminels. Le phénomène trouva sa sanction avec les voyages apostoliques de Jean-Paul en Croatie. Jamais l'euphorie « catholico-patriotique » ne fut si

grande que lors du voyage de 1994, alors qu'un quart du pays était toujours occupé par les sécessionnistes serbes de Krajina et de Slavonie orientale. En 1998, la visite fut marquée par la béatification de Mgr Alojzije Stepinac (1898-1960). Archevêque de Zagreb durant la Seconde Guerre mondiale, il eut une attitude pour le moins ambiguë à l'égard du régime oustachi : tout en reconnaissant sa légitimité, il exprima d'indéniables critiques et prit même des risques certains, notamment en condamnant, en chaire, les déportations raciales frappant Juifs, Serbes ou Roms. Après la guerre, Mgr Stepinac fut jugé en 1946 pour « collaboration », emprisonné puis assigné en 1951 à résidence dans la bourgade de Krašić. Il fut élevé à la pourpre cardinalice en 1952.

Le procès d'Alojzije Stepinac fut incontestablement un procès politique : Tito, qui avait rencontré l'archevêque, aurait voulu que celui-ci rompe avec le Vatican et prenne la tête d'une Église catholique « nationale », croate ou yougoslave... Cependant, les épreuves subies par l'archevêque (proclamé martyr par Jean-Paul II) ne peuvent pas faire oublier ses positions ambivalentes durant la guerre. Bref, la complexité du personnage est à l'image de celle de l'histoire croate au XXe siècle. La béatification n'a pas contribué à « réconcilier » ses images diffractées et contradictoires du cardinal. Bien au contraire, pour la majorité des catholiques croates, elle a valu absolution des éventuelles compromissions avec le régime oustachi, tandis qu'elle a créé un point de rupture avec le monde orthodoxe, qui dure toujours. L'épineux dossier Stepinac est toujours considéré comme un obstacle sérieux au dialogue par l'Église serbe.

Le dernier voyage de Jean-Paul II dans les Balkans, en juin 2003, n'eut pas lieu en Croatie, mais en Bosnie-Herzégovine, et même dans la « capitale » de l'entité serbe de ce pays toujours divisé, Banja Luka. Ce voyage a donné l'occasion au souverain pontife d'appeler à la repentance pour les crimes commis « au nom des Croates », et « par certains fils de l'Église catholique »¹³. Ce ton plus critique adopté par le pape a contribué à une lente « dissociation » entre l'Église catholique et le HDZ.

La Croatie, l'UE et le démon du pluralisme

La Croatie post-yougoslave a connu sa première alternance politique en janvier 2000, avec la victoire des sociaux-démocrates. Toutefois, le HDZ est revenu au pouvoir dès novembre 2003. Désormais conduit par Ivo Sanader, la formation devait cependant engager un profond *aggiornamento*, supposant la rupture avec le nationalisme des années 1990, et permettant sa transformation en un parti « conservateur et pro-européen ». Le HDZ s'est même attribué le qualificatif de « démocrate-chrétien », même si son histoire ne renvoie pas franchement à cette tradition politique.

À partir de 2003, la Croatie engage également son rapprochement avec l'Union européenne, qui va s'achever dix ans plus tard, avec l'intégration du pays, actée le 1^{er} juillet 2013. Dans ce processus, Zagreb est soumis à la conditionnalité particulière d'une coopération « pleine et entière » avec le Tribunal pénal international de La Haye (TPIY). Comme son prédécesseur social-démocrate, le Premier ministre Sanader entreprend donc d'arrêter et de déférer devant la juridiction internationale les généraux de la « guerre d'indépendance », toujours considérés comme des « héros » par une bonne part de l'opinion

¹³ Lire « Bilan de la visite pape à Banja Luka », *Le Courrier des Balkans*, 26 juin 2003.

publique croate. Cet engagement politique entraîne une rupture entre le parti et les franges les plus nationalistes de l'opinion, notamment les puissantes organisations d'anciens combattants. Alors même que la hiérarchie catholique, notamment le cardinal Bozanić, archevêque de Zagreb, se prononce sans hésitation en faveur de l'intégration européenne « quel que soit le prix à payer » (le « prix » en question étant cette coopération avec le TPIY, une large part du clergé s'engage dans le soutien aux inculpés croates, notamment en Dalmatie. En 2007, Mgr Antun Ivas, archevêque de Šibenik, affirmait ainsi que les accusés croates « avaient été livrés à une justice mondiale sélective, incompréhensible pour la majeure partie des populations »¹⁴. Cette question de la coopération avec la justice internationale a donc permis la focalisation d'un front du refus de l'UE, solidement implanté dans la société civile, les associations d'anciens combattants et l'extrême droite de l'échiquier politique : Parti croate du droit (HSP), Union démocrate-chrétienne (HKDU), etc.

Même si ces courants n'ont qu'une représentativité politique fort limitée, le développement de cette critique de droite de l'UE a fait voler en éclats l'unanimité d'un « bloc patriotique » que le HDZ prétendait représenter, avec le soutien « naturel » de l'Église catholique, elle-même obligée de reconnaître la réalité de ces divisions. De fait, le soutien de l'Église au HDZ a commencé à vaciller sous les gouvernements successifs dirigés par Ivo Sanader (2003-2009) : les gestes d'ouverture de ce dernier, visant surtout à conforter son image de politicien « libéral » auprès de l'opinion publique internationale et à convaincre que la Croatie, ayant tourné la page du nationalisme, était un candidat respectable à l'UE. Or, ces gestes ont souvent mis la hiérarchie catholique en porte à faux, par exemple en octobre 2008, quand le Premier ministre a pris l'initiative de « suggérer » au cardinal Bozanić d'aller visiter le camp de concentration oustachi de Jasenovac...

Aucun « divorce » n'a jamais eu lieu entre le HDZ et l'Église : il s'agirait plutôt de l'éloignement progressif de vieux époux qui n'ont plus rien à se dire... Lors des élections présidentielles de 2011, Ante Čipčić, curé du village d'Aržano, en Dalmatie, expliquait encore lors de son prêche du dimanche précédant le second tour des élections que ceux qui voteraient pour le candidat social-démocrate Ivo Josipović, finalement élu, s'exposeraient à tous les feux de l'enfer : « Votre péché sera si grand que vous ne pourrez plus approcher des sacrements et que vos enfants ne pourront pas être baptisés. À l'heure de votre mort, l'Église vous refusera son assistance ! » Mais ce genre d'engagement, très fréquent au début des années 1990, est devenu si rare que cette homélie a été épinglée par tous les médias croates. Au contraire, lors de ces mêmes élections, le cardinal Bozanić avait explicitement appelé les prêtres à ne pas donner de consignes de vote¹⁵. En Croatie, le temps du « vote uni des catholiques » est bel et bien révolu, ce qui peut s'expliquer par plusieurs facteurs, à commencer par l'affaiblissement du HDZ lui-même et le développement d'une scène politique plus complexe à droite, mais aussi par le constat rationnellement effectué par l'Église que ses consignes n'avaient plus guère d'impact et qu'un engagement trop partisan risquait de nuire à sa crédibilité...

Même si toute généralisation trop systématique serait illusoire, une géographie politique de l'Église semble s'esquisser, avec un épiscopat et des prêtres plus conservateurs dans les

¹⁴ Lire Drago Hedl, « Croatie : les évêques catholiques attaquent le TPI, l'Europe et les médias », *Le Courrier des Balkans*, 4 septembre 2007.

¹⁵ Lire Slavica Lukić, « Croatie : l'Église catholique prend ses distances avec le HDZ », *Le Courrier des Balkans*, 18 janvier 2011.

régions méridionales d'Istrie et de Dalmatie – cette dernière étant toujours aussi le principal bastion électoral du HDZ. En somme, le lien entre Église, parti et nationalisme a mieux résisté sur le littoral que dans le reste du pays, même s'il existe, bien sûr, de nombreux contre-exemples. En effet, ce « démon du pluralisme » ayant saisi l'Église s'est aussi traduit par l'apparition de discours en décalage complet, notamment celui du père Ivan Grubišić. Très populaire, ce prêtre de paroisse dalmate se prononce depuis des années en faveur d'un « décléricalisation » de la Croatie. Docteur en histoire, auteur d'une thèse sur la pratique religieuse en Dalmatie dans les années 1980¹⁶, don Grubišić n'hésite pas à réclamer une révision du concordat, l'arrêt du salariat des prêtres par l'État et des cours de religion dans les écoles... Lors des élections parlementaires de 2011, don Grubišić a pris la tête d'une liste intitulée « Alliance pour une Croatie citoyenne »¹⁷, qui a obtenu deux élus dans la circonscription de Split. Devenu député, le père Grubišić a été frappé d'interdit par l'archevêque de Split et Makarska, Mgr Barišić. Le prêtre a fait appel de cette sanction auprès du Vatican, mais sans succès. Don Grubišić est également très engagé dans le dialogue œcuménique, un défi ardu en Croatie.

En effet, l'œcuménisme ne se porte pas bien dans les Balkans, ni en Croatie, ni en Serbie, ni en Bosnie-Herzégovine, avant tout du fait de la confusion permanente entre les enjeux nationaux et ceux qui sont proprement religieux. De ce fait, les gestes d'ouverture viennent plus souvent des responsables politiques que des dirigeants religieux. Ainsi, le 7 janvier 2004, le nouveau Premier ministre Ivo Sanader avait clairement exprimé sa volonté de rompre définitivement avec le nationalisme longtemps professé par son propre parti, en répondant à l'invitation du métropolite orthodoxe de Zagreb, et en lançant la formule spécifiquement serbe orthodoxe « *Hristos se rodi !* »¹⁸. De même, les initiatives de dialogue interreligieux et œcuménique sont le plus souvent impulsées par des acteurs extérieurs à la région, comme la Communauté de Sant'Egidio, qui organisa ses « Rencontres pour la paix » de septembre 2012 à Sarajevo¹⁹.

Il est vrai que l'Église orthodoxe serbe est elle-même peu ouverte aux initiatives de dialogue. Ainsi, peu discrètement sollicité par les autorités politiques de Belgrade qui rêvaient d'une visite du pape Benoît XVI en Serbie à l'occasion des commémorations du 1700^e anniversaire de l'Édit de Milan²⁰, le Saint-Synode de l'Église, a refusé d'inviter le pape : motif invoqué, l'hommage rendu par le Souverain pontife au bienheureux Stepinac, lors de sa visite de juin 2011 à Zagreb. Le communiqué du Synode précise même que le pape aurait été le bienvenu en Serbie s'il avait profité de son voyage en Croatie pour se rendre sur le site du camp de concentration oustachi de Jasenovac²¹. Les commémorations de l'Édit de Milan

¹⁶ *Religiozno ponašanje katolika u Dalmaciji sredinom 80-ih i vrednovanje toga ponašanja*, thèse soutenue en 1995 à la Faculté philosophique de Zagreb.

¹⁷ <http://www.ivangrubisic.com>

¹⁸ « Le Christ est né ! » - à quoi il faut répondre : « Vaistinu se rodi ! » (« En vérité, il est né »).

¹⁹ Lire Rodolfo Toè, « Sarajevo : l'œcuménisme, le dialogue inter-religieux et leurs limites », *Le Courrier des Balkans*, 7 août 2013.

²⁰ Cet édit de tolérance a été proclamé en 313 par l'empereur romain Constantin, né à Naissus, l'actuelle ville serbe de Niš.

²¹ Lire « Serbie : l'Église orthodoxe n'invitera pas le pape à Niš », *Le Courrier des Balkans*, 12 juin 2011.

n'ont donc réuni en octobre, à Niš qu'une délégation catholique de modeste niveau, conduite par le cardinal Jozef Tomko, alors que le ban et l'arrière-ban de l'orthodoxie mondiale avaient fait le déplacement.

L'Église et le pape François : une rencontre impossible

Les polémiques sur la famille et le mariage tombaient en réalité à point nommé pour ressouder l'unité de l'Église : si elle n'entretient plus de lien « quasi organique » avec le HDZ, elle a pu reprendre une posture de combat face au gouvernement social-démocrate. Toutefois, le désaveu pourrait venir du côté où on l'attendait le moins, du Vatican lui-même. D'ici Pâques, a-t-on appris début janvier, quatre des évêques appartenant à la branche la plus conservatrice de l'Église croate devraient faire leur demande de renonciation au pape François. Il s'agit de l'archevêque de Krk, Valter Župan, de l'archevêque de Gospić-Senj, Mile Bogović, de l'archevêque de Sibenik, Ante Ivas, ainsi que l'ordinaire militaire Juraj Jezerinac. Valter Župan a déjà fait sa demande de renonciation auprès du pape François en août dernier, et Mgrs Bogović, Jezerinac et Ivas feront de même dans les mois à venir.

Ces prélats n'avaient pourtant pas encore atteint la limite d'âge, mais ils appartenaient à l'aile la plus conservatrice et nationaliste de la Conférence épiscopale croate. Mgr Mile Bogović, même s'il s'est fait plus discret ces derniers temps, a été durant plus d'une décennie un fervent opposant de la gauche et des courants « libéraux » - y compris au sein du HDZ. Mgr Juraj Jezerinac était l'un des adversaires les plus médiatisés des « communistes », au point que l'ancien Président, Stipe Mesić, avait été jusqu'à demander au Vatican de calmer le radicalisme du prélat. L'archevêque de Šibenik, Mgr Ante Ivas, a publiquement soutenu les attaques des associations d'anciens combattants contre le gouvernement d'Ivica Račan. Il se vante aussi de son amitié avec Marko Perković Thompson, le très populaire chanteur nationaliste qui n'hésite pas à glorifier le régime oustachi. Mgr Valter Župan est quant à lui un des plus fervents partisans de l'interdiction de l'avortement.

C'est une véritable purge de l'épiscopat croate qui est donc prévue. Il est vrai que le bras de fer semblait imminent avec le pape François. Ainsi, de nombreux observateurs ont noté que le numéro de Noël de *Glas Koncila*²², l'influent journal de la Conférence épiscopale ne comportait quasiment aucune mention du pape, un précédent encore jamais vu²³...

Ces signes de désaccord surviennent alors que l'Église croate est finalement rattrapée par une crise à laquelle elle avait longtemps cru pouvoir échapper par son engagement national. Aujourd'hui, la pratique religieuse baisse, les vocations se raréfient, et l'époque « glorieuse » où l'Église pouvait se penser et se présenter comme le « fer de lance » de la nation croate « en lutte pour sa liberté » appartient résolument au passé... Au contraire, l'Église doit trouver sa place dans une société affectée par d'inéluctables processus de sécularisation. Le repli sur soi – qui reviendrait à un tête-à-tête dangereux avec l'extrême droite nationaliste – ne saurait être la solution.

²² <http://www.glas-koncila.hr>

²³ Lire Denis Kuljiš, « Croatie : l'Église catholique entre en résistance contre le pape », *Le Courrier des Balkans*, 27 janvier 2014.